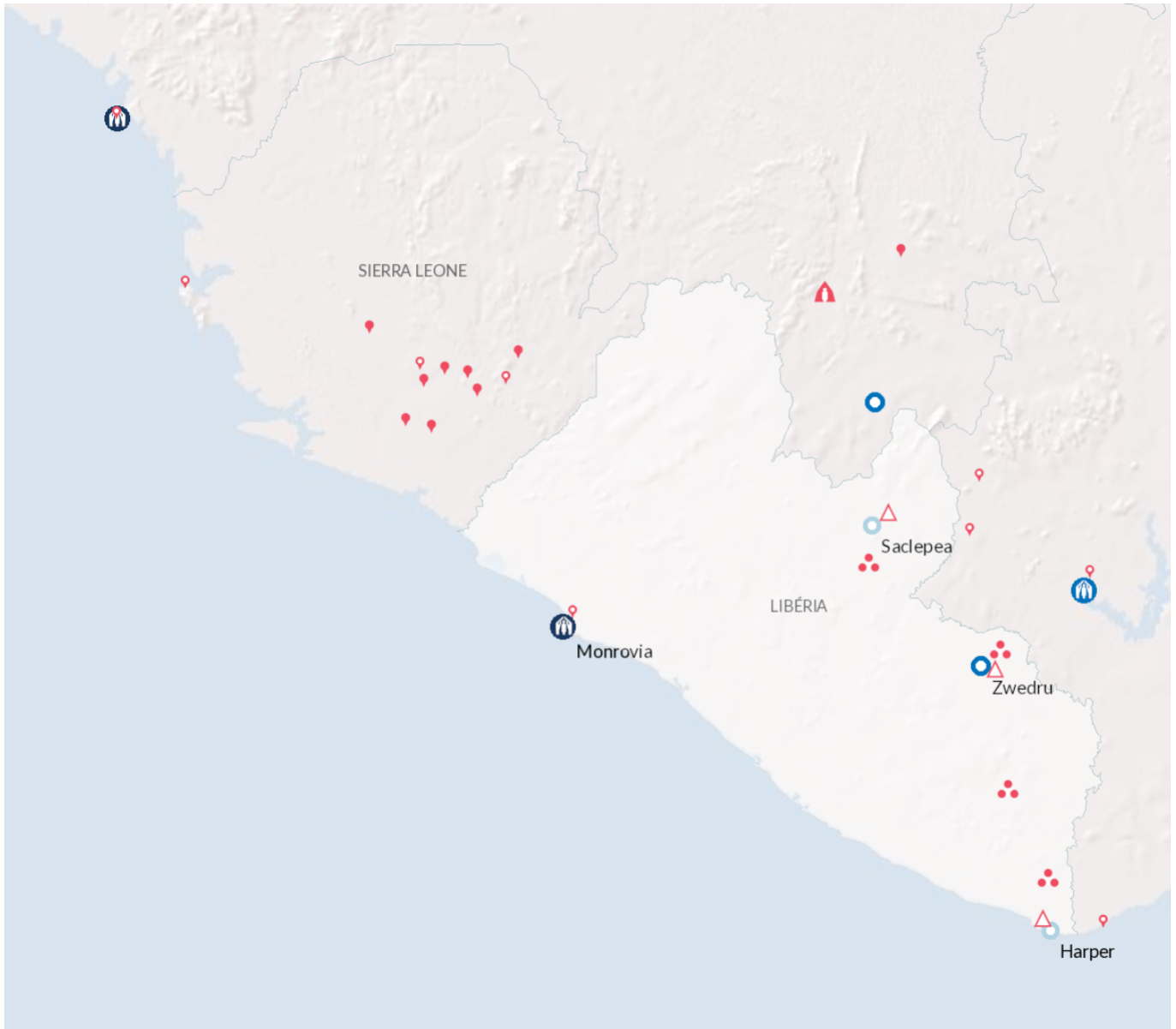


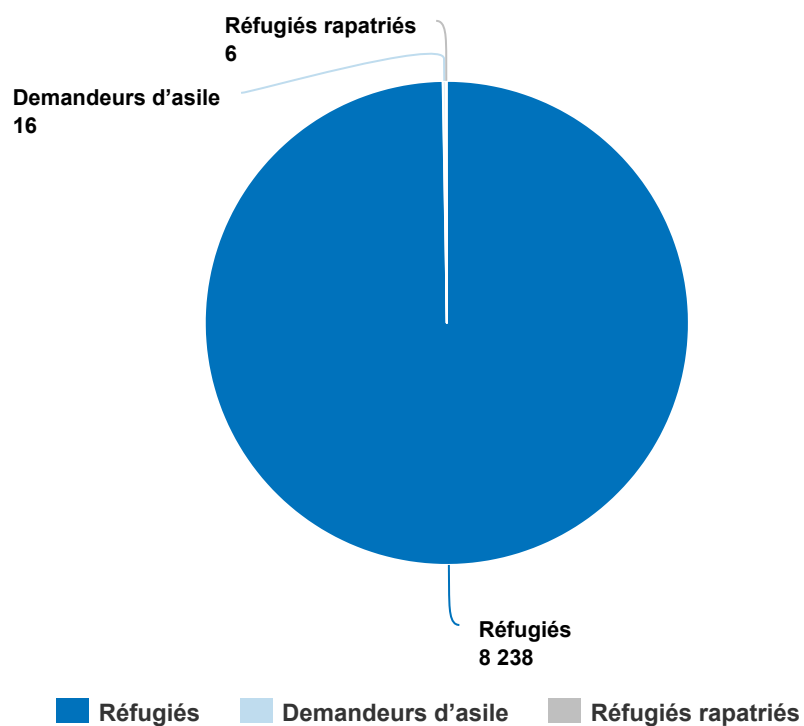
Opération: Libéria



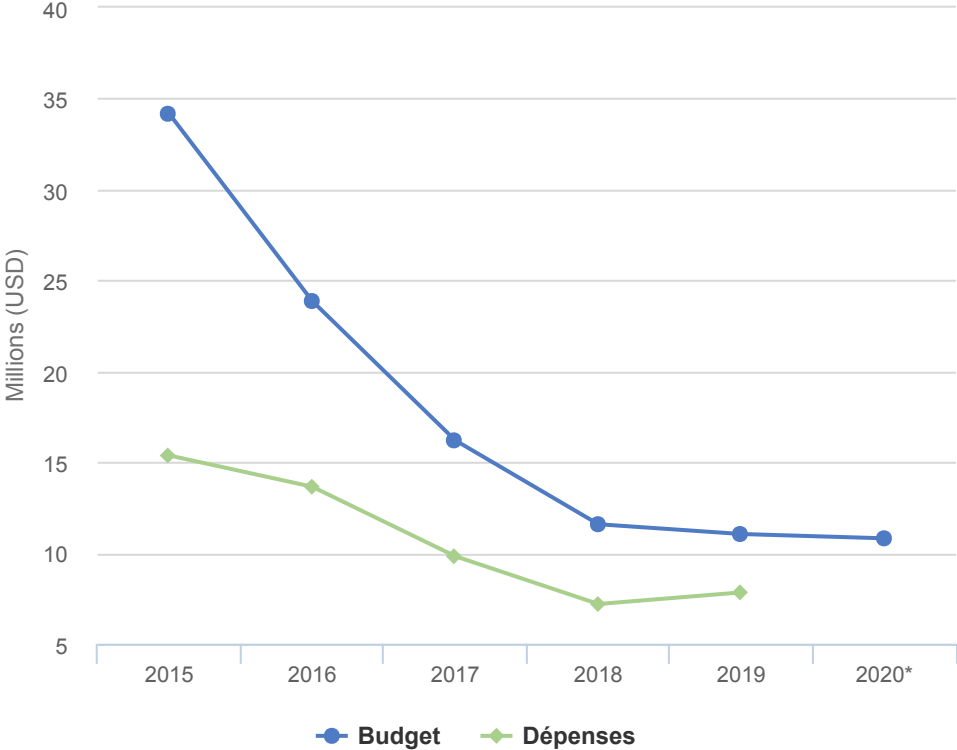
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 10% EN 2019

2019	8,260
2018	9,160
2017	11,533



Budgets et Dépenses - Libéria



Contexte opérationnel

Le gouvernement a connu quelques difficultés politiques et financières en 2019. Si « l'Agenda pour les pauvres, la prospérité et le développement » a été lancé au début de l'année, le second semestre a été marqué par une forte dépréciation du dollar libérien et une augmentation de 19% de l'inflation, atteignant 31% en août, ce qui a affecté le bien-être des Libériens et des réfugiés.

Malgré ces difficultés, le gouvernement s'est efforcé d'assurer un environnement de protection aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, en leur accordant la liberté de circulation ainsi que l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres droits fondamentaux. Les personnes relevant de la compétence du HCR restent vulnérables en raison de la mauvaise situation économique au Libéria, qui a affecté les services de santé, d'éducation et d'autres services pour les Libériens comme pour les réfugiés.

Le Libéria est resté engagé au niveau mondial et a pris des engagements ciblés sur l'intégration lors du Forum mondial sur les réfugiés de décembre 2019, en s'engageant à leur offrir un accès à la terre, aux moyens de subsistance et à l'éducation.

Tendances démographiques

Fin 2019, le Libéria accueillait plus de 8200 personnes relevant de la compétence du HCR (98,8% de réfugiés ivoiriens, 1% de réfugiés de diverses nationalités et 0,2% de demandeurs d'asile). La grande majorité vivait dans des zones d'installation et dans les communautés rurales, tandis que moins de 5% résidaient en zone urbaine. Sur les près de 224 000 Ivoiriens ayant fui la violence généralisée en Côte d'Ivoire au lendemain des élections présidentielles en 2010 et 2011, il restait 8100 Ivoiriens au Libéria. L'opération a facilité le retour de 1500 réfugiés ivoiriens en 2019.

Chiffres clés

- 2 000 élèves ont été inscrits à l'école, soit une hausse de 22%, la parité des sexes étant presque atteinte. Un total de 27 étudiants ont bénéficié d'une bourse dans le cadre du programme DAFI en 2019.
- 1 500 réfugiés sont rentrés en Côte d'Ivoire dans le cadre du programme de rapatriement volontaire assisté du HCR.
- 1 100 kits pour abris durables ont été distribués à près de 400 ménages dans le site d'installation PTP. 70 abris durables ont été construits pour les réfugiés s'intégrant localement dans l'installation de Bahn. 20% des abris fournis en 2019 ont bénéficié aux communautés locales afin d'encourager la coexistence pacifique.
- 1000 ménages ont bénéficié d'interventions dans le domaine des moyens de subsistance à Grand Gedeh, Maryland, Monrovia et Nimba, y compris des aides pour l'agriculture et le commerce.
- 700 ménages ont bénéficié d'aides en espèces.
- 100 cas de violences sexuelles et de genre (principalement des agressions physiques, et des violences psychologiques et morales) ont été signalés. Les victimes ont bénéficié de conseils et d'un soutien psychosocial.

Principales réalisations

- Un acte de cession a été reçu pour 315 hectares de terres à Bahn Town au bénéfice des réfugiés. La cession de 715 hectares supplémentaires pour les réfugiés à Grand Gedeh était en cours de négociation.
- L'implication du HCR dans les activités du programme « Unis dans l'action » des Nations Unies comme l'initiative 'Spotlight' et le programme conjoint sur les violences sexuelles et de genre a permis d'allouer 250 000 dollars par l'intermédiaire du FNUAP pour la construction de 10 unités d'hébergement durable pour les femmes victimes de violences sur les 25 unités prévues.

- Des sessions de mise à niveau sur la prévention des violences et l'exploitation sexuelles ont été organisées dans toutes les zones d'accueil de réfugiés.

Besoins non satisfaits

- Le HCR n'a pas réussi à transférer la pleine responsabilité de la fourniture des services sociaux et publics au gouvernement, malgré le transfert de responsabilité effectué en 2018 dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, en raison du manque de ressources humaines et financières publiques.
 - Malgré le plaidoyer continu du HCR, la loi sur les réfugiés, la loi modifiée sur les étrangers et la nationalité et le plan d'action national sur l'apatridie sont tous restés en suspens, par manque de priorisation.
 - Les financements pour couvrir le projet d'abris durables ont posé un défi en raison de leur coût par unité, et du nombre nécessaire. En conséquence, le HCR a cherché à adapter sa stratégie dans ce domaine au profit d'autres sites d'installation comme le PTP et Little Wlebo en fournissant des kits pour abris. Toutefois, cette approche n'avait pas encore été approuvée par le gouvernement.
 - Les réfugiés urbains désirant s'intégrer n'ont pas été inclus dans les activités de soutien aux abris, surtout en raison des difficultés liées à l'acquisition des terres et de leurs coûts plus élevés.
-